

le monde **Libertaire**

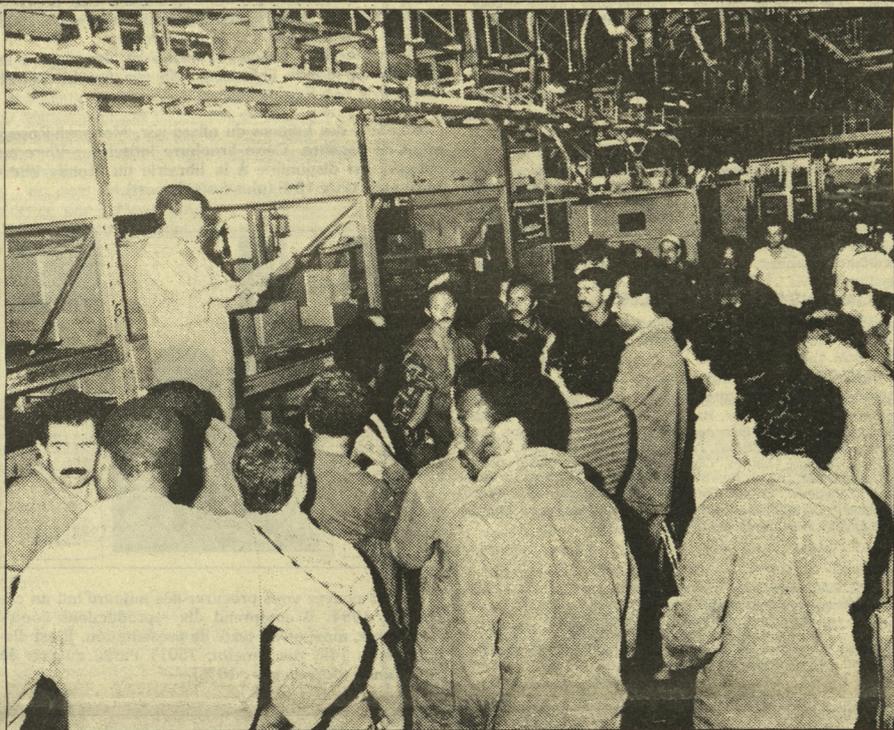
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°510 JEUDI 22 DÉCEMBRE 1983 8,00 F

AUTOMOBILE CHARBONNAGES...

face aux licenciements le rapport de force s'établit dans les luttes



ANTIMILITARISME

Pierre Martial insoumis clandestin depuis 1974, amnistié en 1981, collaborateur de la revue « Avis de recherche », risque de nouveau la prison après dix ans de refus de l'armée.

Son procès aura lieu à Lyon le 12 janvier prochain à la 6^e chambre correctionnelle.

Des pétitions et des dossiers de solidarité sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. PAGE 5.

CONGRÈS DE L'U.S.I.

Dans l'Italie en pleine hystérie policière, fidèle à la tradition syndicaliste révolutionnaire de la classe ouvrière italienne l'U.S.I. (Union syndicale italienne) réunie en congrès s'est affirmée comme l'alternative aux syndicats réformistes. PAGES 8 ET 9.



PATRONS LIBÉRAUX

Le C.N.P.F. verse des larmes, de crocodile... La baisse du pouvoir d'achat et la liberté des prix, de l'embauche et des licenciements sont revendiqués. Que les travailleurs ne comptent pas sur le gouvernement pour contrer le patronat. PAGE 4.

EXPRESSIONS

« Civil wars » de Bob Wilson
Les artistes sont-ils de faux jetons ?
L'instantané d'un songe photographique.

1984 : Orwel et V.I.S.A. vous souhaite une « bonne année ». PAGES 6 ET 7.

FAP. 2520

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil — Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerauld, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

éditions

• Le groupe Libertad de la Fédération anarchiste vient d'éditer une brochure regroupant des articles, inédits pour la plupart, écrits par Libertad entre 1905 et 1908 dans *Le Libertaire* et *L'Anarchie*. « Albert Libertad, articles choisis » est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot 75011 Paris. Prix : 15 F (plus le port).

• Le n°2 des Editions du riflard (Gr. Montreuil-Rosny) vient de paraître. Cette brochure intitulée : *Vivre en sécurité* est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F (plus frais de port).

1984
FEDERATION ANARCHISTE

JANVIER
L M M J V S D
2 3 4 5 6 7 8
9 10 11 12 13 14 15
16 17 18 19 20 21 22
23 24 25 26 27 28 29
30 31

FÉVRIER
L M M J V S D
1 2 3 4 5
6 7 8 9 10 11 12
13 14 15 16 17 18 19
20 21 22 23 24 25 26
27 28 29

MARS
L M M J V S D
1 2 3 4
5 6 7 8 9 10 11
12 13 14 15 16 17 18
19 20 21 22 23 24 25
26 27 28 29 30 31

IMAGES CONTRE LE RACISME

AVRIL
L M M J V S D
2 3 4 5 6 7 8
9 10 11 12 13 14 15
16 17 18 19 20 21 22
23 24 25 26 27 28 29
30

MAI
L M M J V S D
1 2 3 4 5 6
7 8 9 10 11 12 13
14 15 16 17 18 19 20
21 22 23 24 25 26 27
28 29 30 31

JUIN
L M M J V S D
1 2 3
4 5 6 7 8 9 10
11 12 13 14 15 16 17
18 19 20 21 22 23 24
25 26 27 28 29 30

• Vous pouvez vous procurer dès aujourd'hui un calendrier 1984. Il comprend dix reproductions contre le racisme, ainsi qu'un texte de présentation. Il est disponible au 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F l'unité (port en sus : 10%).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977 /
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Gala Radio-libertaire, Amis lecteurs, Editorial, En bref, Un peu d'histoire — PAGE 4 : Des patrons libertaires, Quand les douaniers dégainent — PAGE 5 : Avis de recherche, Conjuguer 36... — PAGES 6 et 7 : Expressions — PAGE 8 et 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Procès R.-L. contre N.R.J., Note de lecture, Invités R.-L. — PAGE 12 : L'anarcho-syndicalisme aujourd'hui.

le monde libertaire

CHAQUE JEUDI DANS TOUTS LES KIOSQUES

FEDERATION ANARCHISTE
145 rue amelot PARIS 11^e

• Affiche pour la propagande du *Monde libertaire* éditée par le groupe Jacob. Format : 57 x 77. Prix : 0,95 F l'unité pour moins de 100 exemplaires, 0,90 F de 100 à 500, et plus de 500 : 0,85 F.

communiqués

• Les compagnons du groupe LA FERTÉ-MACÉ FLERS animent une émission sur Radio-Pays-d'Argentan (103 MHz) tous les samedis de 18 à 20 h.

• Le groupe de MOULINS qui prépare différentes activités pour fin 83 début 84 (montage audiovisuel, publication d'une brochure, conférence avec A. Skirida, sur l'éducation, etc.) invite tous les sympathisants et lecteurs du *Monde libertaire* de l'Allier, à venir le rejoindre. Un autre groupe est en formation sur VICHY. Pour tous contacts écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• Le groupe de BÉZIERS tient tous les vendredis sur les allées Paul-Riquet de 15 h à 18 h une table de presse.

• HAGUENAU : Le groupe Bas-Rhinois de la F.A. sera l'invité de Radio-Dreyeckland (103 MHz) le jeudi 22 décembre à partir de 20 h 30. Au menu : analyses, actions, propositions des anarchistes aujourd'hui.

• Après Marseille, Toulon, un autre groupe de la F.A. est en formation à NICE. Des personnes désirant travailler pour que les idées libertaires deviennent concrètes se sont organisées pour mieux agir dans cette ville. Si l'avenir ne te fait pas peur, n'hésite pas à nous rejoindre pour amplifier la voix des anarchistes. Ecrire aux R.I. qui transmettront.

éditions

pour qu'ils puissent s'embrasser...

DES PARLOIRS SANS SEPARATION!

• Affiche éditée par le groupe de Versailles. Prix : 5 F l'unité, 1 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

Abonnez vous!

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

la religion nie l'individu!

Ecoles de l'obscurantisme et de la soumission, les religions justifient la misère et perpétuent l'injustice.

Fédération anarchiste. 145, rue Amelot, Paris 11^e

• Affiche éditée par le groupe de Versailles. Format 44 x 55. Prix : 5 F l'unité, 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous!

en bref...en bref...

• La Libre pensée existe aussi dans les Alpes maritimes, à Cannes exactement. Pour connaître ses actions en faveur de l'école laïque, des luttes antimilitaristes et de son combat anticlérical n'hésitez pas à lui écrire : 21 boulevard Alexandre III, 06400 Cannes.

• Le numéro 83 de décembre du *Réfractaire* est paru. L'ensemble ou presque du Journal est évidemment consacré à May Picqueray, décédée comme vous le savez le 3 novembre dernier.

• Le Syndicat de l'éducation vient de se créer. Partir sur des bases libertaires et fédéralistes, ce tout jeune syndicat s'est rattaché à la C.N.T. Tour-d'Auvergne. Son adresse : C.N.T.-A.I.T. Syndicat de l'Éducation de la région parisienne 39, rue de la Tour-d'Auvergne 75009 Paris. Permanence : mercredi de 15 h 30 à 19 h 30. Tél. 878.78.64.

• Le Groupe homo. anti-guerre (G.H.A.G.) nouvellement créé vous informe de son adresse : G.H.A.G. c/o L'Escargot 40, rue Amelot 75011 Paris.

• Un anticlérical rémois a été condamné à un mois ferme pour autoéducation vis à vis de F.E.D.F. Cette nouvelle condamnation extrêmement sévère pour un acte de désobéissance civile montre la volonté du pouvoir de briser tout esprit de contestation. Pour tout contact : • Autoréducteurs associés • c/o Egrogore B.P. 1213 51058 Reims Cedex.

UN PEU D'HISTOIRE

Il y a dix-sept ans, le dénommé Georges Fillioud était journaliste à Europe 1. A la suite de démêlés avec la direction, les anarchistes de la Fédération anarchiste apportèrent leur soutien à celui qui dix-sept ans plus tard réprimera Radio-Libertaire !

Fillioud a la mémoire courte comme le prouve cet encart tiré du *Monde libertaire* n°121 d'avril 1966.

G. D.

SOLIDARITÉ avec G. FILLIOUD

Le 22 mars, à la Bourse du Travail, rue Turbigo, les journalistes réunis sous la présidence de Jean-Maurice Hermann ont entendu un exposé de Georges Fillioud sur le conflit qui l'oppose à la direction d'Europe N° 1. Dans la salle, Daniel Mayer, Georges Penchenier, Gilbert Mathieu, Georges Manly et bien d'autres ont discuté des possibilités d'exprimer leur solidarité à G. Fillioud. Finalement un texte a été mis aux voix indiquant les difficultés soulevées par certains collaborateurs d'Europe N° 1 présents et j'ai dû constater avec peine ce paradoxe que l'unanimité s'est faite sans que les journalistes d'Europe N° 1. Ainsi, même parmi les intellectuels, il est démontré que le groupe-pain passe avant la liberté d'opinion. Avec de tels esclaves, la direction d'Europe N° 1 ne risque pas de perdre avant longtemps son « objectivité ». Pour notre part, nous pouvons assurer Georges Fillioud de notre entière solidarité.

Jean CLAUDE,

Fac-similé du M.L. n°121 d'avril 66.

AMIS LECTEURS

La librairie du Monde libertaire s'étoffe, nous n'avons pas encore poussé les murs, mais en revanche nous avons réalisé des efforts pour rendre la librairie plus complète.

A cet effet, il a été fabriqué un meuble permettant de recevoir un nombre de disques beaucoup plus important que jusqu'à présent. La place, libérée par les disques que nous avions, est occupée par un rayon « bandes dessinées », lui aussi, sans commune mesure, de par son étendue, avec ce que nous présentions précédemment.

Sur tous les disques nous faisons jusqu'au 31 décembre, une réduction de 10%. Alors, si vous en avez la possibilité, n'hésitez pas à vous déplacer à la librairie du Monde libertaire. Si vous habitez en province et que vous n'avez pas l'occasion de venir à Paris, façonnez le catalogue paru en trois parties au cours des derniers numéros du *Monde libertaire* et adressez vos commandes au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Vous ne croyez pas... au petit Jésus, mais vous faites quand même des cadeaux, n'est-ce pas ? Alors, autant en faire qui aient un sens et qui aident le mouvement libertaire, une raison supplémentaire de faire plaisir !

Les administrateurs

• Souscription :

LARSEN Claude 200 F, LECLERC Patrick 200 F, BES Pierrette 50 F, MELGAR Floréal 50 F, GAVEL Gérard 166 F, ODANT Daniel 50 F, BOUJY Pierre 150 F, TEILLET Edmond 50 F, GAGNEBIEN Michel 45 F, GILLERI Dominique 50 F, PUBLICO 40 F, NAGELS Marc 100 F, FAU Patricia 87 F, QUILLVERE François 50 F, Colonie « Bakounine » 300 F, VALLOIS René 50 F, NIKOLOF Anton 50 F, RIBEYRON J. 100 F, BELLANCE Pierre 50 F, CONAN Brigitte 100 F, GUYADER Dominique 50 F, DEMAUTIS Christian 50 F, PLANAS Henri 1 000 F, CONAN Pierre 50 F, LYAUTEY Didier 50 F.

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, Groupe du 14° 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 20 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartroville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Individuel Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Sylvie LAFABREGUE 50 F, Groupe de Bobigny 300 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevrans-Bondy 150 F, Groupe Bakounine 100 F.

Total des souscriptions (décembre) : 3 138 F.

Virements automatiques mensuels : 4 869 F.

Total général (décembre) : 8 007 F.

RADIO-LIBERTAIRE : QUEL GALA !

Si l'on reprend la collection du *Monde libertaire* un lecteur pressé pourra se rendre compte que la Fédération anarchiste organise depuis des années, soit pour le *Monde libertaire*, soit pour Radio-Libertaire — ou les deux — et leurs œuvres sociales, des galas qui sont toujours de francs succès. Et c'est vrai !

Mais celui du 13 décembre 1983, avec Léo Ferré, à l'Espace B.A.S.F., comptera dans les annales et dans la mémoire des 6 500 personnes présentes.

Comme le rappelait en ouverture notre compagnon Floréal, ce succès (je n'ose pas écrire triomphal, on va encore m'accuser d'exagérer), nous ne le devons qu'à nous-mêmes. La grande presse était présente par voie d'invitations, mais s'était bien

gardé d'annoncer notre soirée. C'est peut-être ça la déontologie journalistique ! Il y avait près de 6 500 spectateurs à Balard mardi parce que Radio-Libertaire en avait beaucoup parlé, et parce que les militants et sympathisants de la Fédération anarchiste avaient collé massivement de superbes affiches dans toute la région parisienne. Travail obscur, sans lequel rien n'est possible : il n'y a pas pour un militant de tâches nobles et ingrates, il n'y a que des efforts individuels tous honorables concourant à la diffusion de nos thèses.

Notre compagnon a ensuite insisté sur la situation présente de Radio-Libertaire et le procès que lui intente N.R.J. Il est inutile de préciser que la radio-disco de Paris a été chaleureusement applaudie... Enfin nous ne pouvions pas ne pas évoquer

Editorial

DANS la presque quiétude des dernières vacances d'été la nouvelle était tombée un matin : à la rentrée, dans la métallurgie et principalement chez Peugeot il y aurait des milliers de licenciements. Quand dans une industrie on en vient à de telles mesures, les parties intéressées cherchent toujours l'aval du gouvernement. Ces licenciements, disent-ils, c'est une nécessité saignée pour que le malade aille mieux, qu'il puisse survivre. Cet aval, les patrons de la métallurgie française en général, et la direction de Peugeot-Talbot l'ont depuis samedi dernier. Le gouvernement par les cordes vocales de Pierre Mauroy avait déjà fait dire que lorsqu'une entreprise est malade et qu'il est nécessaire de procéder à des licenciements, on ne peut légitimement s'y opposer. Samedi dernier aux informations télévisées du soir, le Premier ministre Mauroy a déclaré que le gouvernement ne s'opposerait pas à l'évolution des techniques, à ce que d'aucuns appellent la « modernité ». Ce qui voudrait dire que s'opposer aux licenciements à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy c'est être rétrograde, tourné vers le passé, refuser l'avenir ?

Le coup de force de la direction de Peugeot-Talbot qui veut fermer l'usine de Poissy et d'ores et déjà ne plus payer les salaires, n'a pas entamé la combativité des travailleurs de Poissy qu'ils soient à la C.F.D.T. ou à la C.G.T. Des meetings sont tenus chaque jour à l'intérieur de l'entreprise. Les travailleurs immigrés seraient les premiers touchés par les licenciements dans l'automobile. Mais si les ouvriers des ateliers machines qu'ils soient français ou immigrés, sont licenciés où sera le rapport de force pour s'opposer à la robotisation des usines ? Français, travailleurs immigrés même patron, même combat !

Autre point noir à l'horizon de l'emploi : le charbon. On assiste en ce moment à un refus syndical commun face aux orientations des Charbonnages de France qui visent à « créer les conditions d'une reprise, voire d'une accélération de la récession dans les bassins miniers ». Les représentants des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., et C.G.C.) ont quitté vendredi dernier la réunion du conseil d'administration des Charbonnages de France. L'industrie du textile et l'imprimerie lourde (cf Montsouris) montrent aussi que la récession économique voulue par le patronat suit son cours. Quand en un an, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 2,9% les offres auraient diminué de 35,2%. Les mêmes proportions ne se retrouvent sûrement pas dans les profits des actionnaires des grandes entreprises. Quand il y a profit, c'est toujours pour le patronat et ses alliés... Crise et mutation techniques s'effectuent sur le dos des travailleurs et d'une certaine manière le chapeau est porté par le gouvernement actuel. Qui comme tous les gouvernements ne fait que gérer les affaires du capital sans rien changer à l'ordre des choses.

L'exemple de Peugeot-Talbot à Poissy est un test pour le « laissez-nous licencier » de l'ineffable Gattaz, patron des patrons. Deux mille neuf cent cinq salariés sont menacés d'être jetés à la rue, aux dernières nouvelles le gouvernement en autoriserait mille de moins, ne voulant pas de front s'opposer aux « mutations technologiques ». Certes le mouvement ouvrier n'en est plus à la révolte des canuts. S'il y a modernisation on doit pouvoir en discuter. Mais pas dans n'importe quelles conditions. Pour que toute mutation ne se fasse pas encore sur le dos des travailleurs, il faut établir un rapport de forces. A Poissy comme ailleurs celui-ci s'établit dans la lutte, on ne baisse pas les bras quand des négociations s'engagent. Les syndicats doivent être l'expression des travailleurs, et non un tampon entre eux et un gouvernement de gauche !

le fait que le 13 décembre 83 est aussi le deuxième anniversaire de la proclamation de l'état de siège en Pologne, et que Radio-Libertaire reste totalement solidaire des syndicalistes libres du monde entier, à l'exclusion de ceux qui alimentent les caves du Vatican.

Après cette allocution, le grand moment, Léo Ferré sur scène. Un Léo comme on l'a rarement vu et entendu. Un Léo Ferré dans une forme éblouissante, tenant à lui seul pendant plus de deux heures et demi la scène sans interruption. Maniant la tendresse, la violence, la poésie et la pudeur, sussurant des confidences ou poussant des coups de gueule, Léo Ferré omniprésent, captivant et subjuguant le public. Un spectacle spécialement réalisé pour Radio-Libertaire, avec une grande partie

de ses plus grands succès : *Thank you Satan, Pauvre Rutebeuf, La ballade des pendus, Pépé, Y'en a marre, Les anarchistes, etc.* Un, deux, trois..., cinq..., dix rappels ! Le public en redemandait toujours, et Léo Ferré avec une gentillesse jamais démentie, sur scène ou au milieu du public, nous a régala jusqu'à ce que les lampions s'éteignent.

Cette rencontre entre Léo Ferré et Radio-Libertaire a constitué un événement musical et politique. Léo Ferré est venu apporter le renfort précieux de son immense talent et de ses convictions inaltérables au combat que mène notre station pour la liberté d'expression. Encore merci et bravo à notre ami Léo, et à la prochaine !

Le secrétariat de Radio-Libertaire

DES PATRONS LIBERTAIRES !...

YVON, le clown triste, chargé des relations publiques du patronat français a interprété un de ces numéros pathétiques dont il a le secret, à l'issue de l'assemblée générale du C.N.P.F.

« Qu'on nous laisse nos libertés » s'est-il écrié, la main sur le cœur (le portefeuille est à côté). Comme d'habitude il a commencé par verser des pleurs sur la misère des pauvres patrons : « les difficultés sont encore, malheureusement, devant nous et 1983 n'apportera aucune amélioration au gouffre abyssal de la situation des entreprises, ni 1984 d'ailleurs ». Il ne nous a pas expliqué pourquoi la valeur des actions en bourse a augmenté de 60% en un an. Ils sont fous, sans doute, ces actionnaires !...

Les entrepreneurs entrepreneurs

Si l'année 1983 a été, paraît-il, celle des entreprises, 1984, selon Gattaz, devrait être « l'année des entrepreneurs ». Lesquels se montreront surtout très « prenants », dans nos poches, s'ils suivent leur grand chef qui les exhorte à ne pas laisser passer « une chance historique de faire baisser le pouvoir d'achat ». La « chance historique », vous l'avez compris, c'est... la gauche au pouvoir ! D'ailleurs quand il ne joue pas son numéro de cirque pour le grand public mais qu'il s'adresse à ses pairs et ses compères Gattaz sait analyser très honnêtement la conjoncture. Récemment *Le Canard Enchaîné* rapportait ses propos : « Entre nous et le pouvoir cela ne va pas aussi mal qu'on le dit. Le C.N.P.F. a obtenu 350 mesures favorables aux entreprises depuis que les socialistes sont au pouvoir ». Des petites et grosses combines qui ont dû s'ajouter au 140 précédemment dispensées par les 1 200 organismes répertoriés dans le précieux *Recueil national des aides économiques aux entreprises*. C'est ce qui explique, par exemple, que cette année 27 000 boltes ont pu se partager 52 milliards de crédits à taux privilégiés.

Toutes ces mesures doivent commencer à produire leur petit effet puisque *Le Monde*, pourtant toujours très attentif aux préoccupations patronales ne peut s'em-

pêcher de remarquer que : « Les comptes de la nation pour le premier semestre montrent une relative amélioration de la situation des entreprises, avec un excédent brut d'exploitation qui progresse plus vite que la valeur ajoutée, une moindre progression des charges salariales et un taux d'épargne en légère augmentation. »

Notre distingué confrère remarque par ailleurs que la gauche aurait réussi cette prouesse de faire de la « santé des entreprises » le souci majeur des citoyens en général et des salariés en particulier. Et de souligner que « pour la première fois, un plan de rigueur n'a pas alourdi les charges qui pèsent sur les sociétés ». Encore bravo !

Libertés à sens inique

En conséquence, le C.N.P.F., en 1984 changera son fusil d'épaule, parlerait moins des charges mais beaucoup plus des « libertés ». D'où le vibrant appel d'Yvon Gattaz à l'assemblée générale du syndicat patronal.

Le C.N.P.F. réclame donc d'abord la liberté des prix : « c'est une priorité absolue pour 1984 ». Avec, bien entendu, les salaires dans un carcan. Mais ce n'est pas tout, il exige aussi la liberté du crédit, la liberté des changes, la liberté de l'embauche, la liberté des licenciements, le tout accompagné de la flexibilité du travail et des conditions d'emploi. Rien que ça...

Des fanas de la liberté, ces patrons. De vrais libertaires, pour ainsi dire ! Mais leur liberté, bien sûr, est à sens unique, et même à sens inique. Les salariés devraient toujours avoir celle de travailler selon des horaires variant en fonction des commandes, dans des postes les plus biscornus pour, selon les économistes éminents, « utiliser les machines au maximum et dégager ainsi des gains de productivité ». Nous aurions aussi l'inespionnable liberté de nous faire licencier et réembaucher selon la conjoncture, comme cela se pratique aux Etats-Unis et commence à se répandre en France avec cette merveilleuse invention du « chômage partiel total » (admirez au passage le contenu dialectique de l'expression...).

Le C.N.P.F. veut s'assurer contre l'augmentation du chômage

Toutes ces libertés et flexibilités diverses ne pourront qu'accroître la précarité de l'emploi et amener un nouveau développement de l'intérim et des contrats à durée déterminée.

Dans ces conditions, on comprend que la Confédération patronale tienne à son projet sur l'assurance chômage (voir M.L. n°508). Certes au cours des dernières réunions la délégation du C.N.P.F. a lâché quelques concessions qui étaient prévisibles puisqu'elle avait, au départ, placé la barre au plus bas niveau possible. Elle a donc accepté le maintien des cotisations au taux actuel et ramené à six mois de travail la période minimale pour pouvoir bénéficier des allocations. Magnanime, elle a consenti à ce que les chômeurs qui relèveraient de l'assistance de l'Etat soient payés... aux guichets de l'U.N.E.D.I.C., comme les autres !

Sur l'essentiel, c'est-à-dire la séparation assurance/assistance, le C.N.P.F. tient bon car il veut que le plus grand nombre possible de chômeurs soit pris en charge par les contribuables. Les syndicats se torturent les méninges pour présenter des contre-projets. Il est question d'une hypothèse « horizontale » de la C.F.D.T. et d'une variante « verticale » de F.O. !...

Finalement le « front commun » annoncé n'a pu se réaliser et les confédérations réclament des prolongations pour négocier toujours au-delà du 31 décembre. « Le projet actuel de la délégation patronale n'est pas acceptable » déclare-t-elles et les droits des chômeurs « doivent être maintenus globalement sous réserve de certains aménagements. »

Que signifie cette « réserve » sinon l'acceptation de nouvelles réductions de droits déjà fortement amputés par le décret du 24 novembre 1982. Il est vrai que nos bureaucrates ont toujours le souci de se montrer constructifs et réalistes. Avec la peau des autres !

S. Basson

QUAND LES DOUANIERS DÉGAINENT !

LE 19 novembre dernier, un jeune Algérien de 20 ans est abattu par un douanier au cours d'un contrôle sur le port de Marseille. Une affaire somme toute très banale en ces temps, à ceci près que cet agent des douanes, Jean Aubert, 37 ans, (syndiqué F.O. et conseiller municipal socialiste d'une petite ville dans la banlieue marseillaise) déclare : « C'est un accident. J'avais l'intention de tirer en l'air ! » (voir notre article, M.L. n°507).

Ce nouveau meurtre, que personne n'ose qualifier de raciste, soulève actuellement une polémique intéressante à Marseille.

Les faits

Un contrôle routinier sur le port. Le paquebot *El Djezaïr*, en provenance d'Oran vient d'accoster. Un jeune homme cherche à prendre la fuite à la vue du barrage douanier, car il est clandestin. Il bouscule les douaniers et part en courant. Jean Aubert sort alors son arme et fait feu, une seule fois, vraisemblablement sans sommation (les articles de presse sont contradictoires sur ce point, mais l'Amicale des Algériens a recueilli des témoignages de passagers qui sont accablants). Le jeune Algérien s'écroule, une balle de 357 Magnum en pleine colonne vertébrale. Il meurt sur le coup.

Le lendemain, les journaux locaux évoquent laconiquement les faits. Les sections syndicales des douanes C.G.T.,

C.F.D.T., F.O., C.G.C. signent ensemble un communiqué où « elles s'étonnent qu'une inculpation d'homicide volontaire soit prononcée contre Aubert alors que cet agent était en service au débarquement du navire *El Djezaïr* pour rechercher les passeurs de drogue dissimulés à bord et que les éléments établis en leur possession ne permettent pas de conclure aussi hâtivement à la volonté délibérée de tuer. » et rejettent la responsabilité du cri-

pas de cran de sureté » et « cet accident fait deux victimes : le voyageur abattu et Aubert, car, quel que soit le jugement, sa vie sera marquée d'une manière indélébile par cette mort d'homme ». A la fin de ce communiqué, la section C.G.T. rapporte une seconde fois la responsabilité sur l'Administration, expliquant que « si le personnel de surveillance avait été plus nombreux, Aubert n'aurait pas eu besoin de sortir son arme pour intercepter un éventuel

pour immobiliser un véhicule (roues, moteur). Si le tir de l'agent ne rentre pas dans ce cadre judiciaire, il y a homicide volontaire.

Aubert a tiré avec un Magnum 357. Cette arme, sans cran de sureté, n'est pas l'arme en usage dans les services de douane, celle-ci étant le 38 Spécial pourvu d'une sécurité. Ajoutons que le Magnum 357, capable de stopper net une voiture en course, ne laisse aucune chance de survie à un homme touché, tant les dégâts de ce calibre sont imposants. L'arme appartenait donc personnellement à Aubert !

Il n'y a absolument pas de « légitime défense », puisqu'en droit pénal la riposte doit être proportionnelle à l'attaque pour que ce cas soit reconnu. Une balle dans le dos pour une bousculade, ça fait chère la bousculade !

Aubert a tiré horizontalement et non « en l'air ». De plus il est quasi certain qu'il n'a fait aucune sommation avant de tirer. L'inculpation d'homicide volontaire est absolument logique.

La honte !

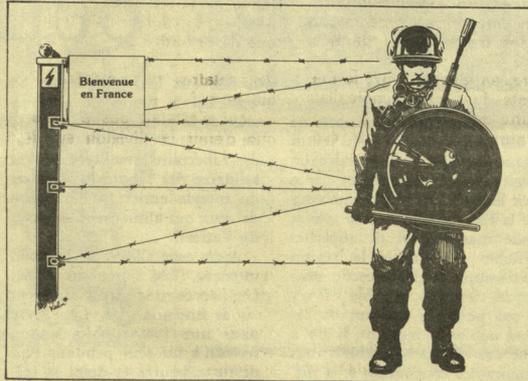
C'est vraisemblablement la fonction de conseiller municipal socialiste de Aubert qui fait que les syndicats locaux, dans un touchant ensemble, le soutiennent de façon éhontée. De plus n'aurait-il pas syndiqué à F.O. ? En réclamant « la mise en li-

berté de leur camarade Jean Aubert », les syndicalistes des douanes se couvrent de gloire. Au niveau national, la C.G.T. des douanes s'est totalement désolidarisée de la section marseillaise. Rappelons que la C.G.T. se bat pour une meilleure formation des agents et réclame le désarmement des douaniers, ainsi qu'un recrutement moins « hasardeux ». Quand la section C.G.T. de Marseille ose écrire que cet « accident » a fait deux victimes, il faudrait tout de même lui rappeler que le jeune Algérien est mort et qu'elle demande la mise en liberté de son assassin ! Quant au communiqué C.G.T. parlant d'un « éventuel trafiquant », ses auteurs n'ignorent pourtant pas que le jeune homme ne transportait rien sur lui et qu'il a été froidement abattu parce qu'il s'enfuyait... et peut-être parce qu'il était Algérien, car quoi qu'en dise aujourd'hui ses amis, Jean Aubert « homme affable, correct et avenant » était paraît-il connu pour ses opinions racistes !

Jean Aubert, assassin d'un jeune Algérien de 20 ans qu'il a tiré comme un lapin est en train, grâce à la veulerie de certains syndicalistes, de devenir une victime de la justice !

Au niveau national, seule la C.G.T. a pris position contre sa section marseillaise, pour l'instant. Et les autres ?

Groupe Libertad



me sur l'Administration, mettant en cause la formation professionnelle dispensée aux agents. Dans un communiqué suivant, la section syndicale C.G.T. des agents de douane déclare : « l'arme de service (Magnum 357) très maniable, ne possède

trafiquant ».

Autopsie d'un meurtre

Il n'est inscrit nulle part dans le Code des douanes de faire un carton sur un être humain. L'article 56 rappelle que les agents doivent utiliser leur arme

fermé
réf
cle
A
pét
mis
fin,
pu
tair
con
Je
l'his
est
j'all
per
E
mém
197
se
plai
gat
dan
jou
pan
répr
insol
vigil
tien
taire
tinu
nez
En
tem
gén
Les

L
trav
toral
avali
cand
cé »
vaille
toute

sent
verne
c'est
trer
instru
« bon
sères
S'en
avait
bolch
1917

AVIS DE RECHERCHE : SE BATTRE ENCORE ET ENCORE

L n'y a pas de quoi s'étonner. Tous les pouvoirs en ont fait, en font, ou en feront autant : faire taire les réfractaires, la leur faire boucler et les boucler si nécessaire.

A *Avis de recherche*, nous réitérons souvent que l'insoumission est une histoire sans fin, que tant qu'il y aura un pouvoir, il y aura des réfractaires, que tant qu'il y aura contrainte, il y aura résistance. Je dois d'ailleurs avouer que l'histoire d'*Avis de recherche* en est l'illustration permanente, j'allais dire la bande dessinée permanente.

En effet, dès le second numéro d'*Avis de recherche* en 1978, les foudres du pouvoir se sont abattues sur nous. Les plaintes et les commissions rogatoires se sont amassées pendant deux ans tandis que nous jouions à cache-cache avec les pandores. En 1980, face à la répression féroce, les rédacteurs insoumis ont dû redoubler de vigilance. Mais grâce au soutien et à l'entraide des libertaires, *Avis de recherche* a continué de paraître en cavale, au nez et à la barbe des gendarmes.

En 1981, en juin très exactement, une amnistie « large et généreuse » a été promueguée. Les insoumis en ont bénéficié.

A peine avions-nous décidé de sortir d'une clandestinité quelque peu étouffante et bien souvent castrante au niveau de ce que nous voulions faire et dire bien fort, que le pouvoir rose nous rappelle au service mili-

Le temps a passé. *Avis de recherche* s'est transformé. De bulletin des insoumis, il est devenu petite maison d'édition libertaire, à l'écoute des mouvements alternatifs et pratiquant un journalisme d'investigation



taire ! La « farce tranquille » en quelque sorte ! Peu habitués à baisser les bras, nous nous sommes encore battus plusieurs mois pour faire exempter la plupart des insoumis amnistiés.

Je dis la plupart parce que je faisais parti de ceux dont le cas n'avait pas été réglé.

sur la militarisation. Chargé d'en animer la rédaction et travaillant simultanément sur un livre d'enquête sur la montée de cette militarisation en France, j'avoue avoir un peu oublié cette vieille affaire d'insoumission.

Diabole ! Insoumis en 1974, ayant passé 7 ans dans la clan-

destinité, amnistié en 1981, je pensais quelque peu naïvement qu'on allait m'oublier. J'avais tort. Voilà que 10 ans après mon refus de rejoindre les drapeaux, le ministre de la Défense (les ministres de la Défense se suivent et se ressemblent) déterre mon dossier, le transmet à la gendarmerie et me fait de nouveau rechercher !

Au début, Denis Langlois, mon avocat, et moi-même avons cru à une mauvaise plaisanterie tellement c'était gros. Pensez donc ! On a bien vite déchanté. Les poursuites n'avaient rien d'une farce et la pirouette juridique employée par les autorités militaires pour me faire revenir à la case départ était bel et bien un coup monté.

Alors, se battre bien sûr ! Se battre encore et toujours ! Se battre comme tous ceux qui aujourd'hui sont de nouveau poursuivis recherchés, condamnés pour insoumission ou désertion tels Thierry Maricourt, Robert Loncar, Bernard Jaudon, Thierry Campanati, Didier Hervé, et j'en oublie malheureusement...

Se battre sur tous les fronts et de mille manières.

Se battre pour rester debout.

C'est ce que nous avons dit le 26 novembre dernier au cours de la réunion qui rassemblait

des libertaires et des antimilitaristes de divers horizons.

C'est ce que j'ai répété le 14 décembre dernier au cours de la conférence de presse que nous avons tenu devant le ministère de la Défense à Paris, accompagné de plusieurs personnalités qui, sans partager nos opinions, voulaient me témoigner leur sympathie et demander la levée des poursuites à mon encontre.

C'est ce que je répéterai enfin le 12 janvier prochain à Lyon où je suis convoqué devant la 6^e chambre correctionnelle pour y répondre du délit d'insoumission totale.

Si à travers mon cas très particulier un ministre de la Défense espère faire taire une petite maison d'édition très insoumise, il se trompe. Quand une voix sans maître est menacée, les libertaires se mobilisent. Hier nous nous sommes levés pour défendre Radio-Libertaire. Aujourd'hui, les témoignages de solidarité que nous recevons de la France entière nous réchauffent le cœur et répètent sans cesse que nous ne sommes pas seuls (1).

Pierre Martial

(1) Des pétitions et des dossiers de solidarités sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

CONJUGUER L'APRÈS-81 AVEC 36 !

L A gauche au gouvernement, selon certains, c'est mieux pour les travailleurs, d'ailleurs des électoralistes zélés et extrémistes avaient appelé Mitterrand « le candidat ouvrier le mieux placé ». La croyance que les travailleurs peuvent envoyer en toute confiance des repré-

venu de 60 ans de dépérissement de l'Etat montre que ceux de Kronstadt, de la Makhnovitschina, comme les anarcho-syndicalistes de « Golostrouda », le moins que l'on puisse dire est, qu'ils ne se sont pas trompés.

« Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux

forte de ses 5 millions d'adhérents dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris. Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme de lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndiqués qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits. Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme de lutte de classes et d'action révolutionnaire, nous entendons mettre en garde les travailleurs organisés. (...) » C'est ce que disait entre autre, en janvier 1937, le manifeste du Cercle syndicaliste « Lutte de classes » (1).

Pourquoi après avoir évoqué l'erreur parlementariste, faire rappel à un courant du mouvement ouvrier des années 30 ? Parce que, bien que l'histoire ne se répète jamais, il est toujours intéressant de comparer deux époques qui ont bien des points communs. Après 36 et la victoire du Front populaire, nous trouvons une période intense de mobilisation ouvrière qui se concrétisa par des occupations d'usines, la diminution des heures de travail, l'obtention des congés payés. Beaucoup de choses qui nous semblent, aujourd'hui normales et qui n'ont été obtenues que grâce à la lutte. Le fait que des gens se réclamant du socialisme gèrent les af-



faire de l'Etat n'empêchaient pas les travailleurs de l'époque de se battre pour de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés. Ce qui ne gênait pas leur action, ce qui n'existait pas à l'époque c'était la division syndicale. La C.G.T. était le pôle du mouvement social (2), et aux conflits internes déjà existants ne se rajoutaient pas des problèmes de boutiques.

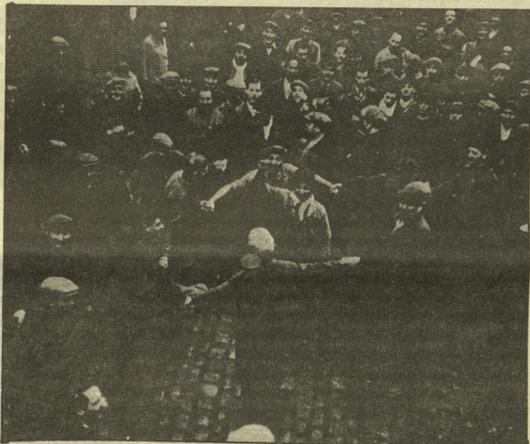
Aujourd'hui, nous avons quatre syndicats ouvriers dits représentatifs (C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.) pour ne parler que de ceux-là. Chaque élan unitaire venu des travailleurs se trouve morcelé par les problèmes de concurrence entre les différentes organisations confédérales. Le fait qu'en France, dans la fin des années 30, des choses ont été possibles, malgré les « il faut savoir terminer une grève » de Thorez, montre que l'unité à la base est toujours porteuse

d'espoir. A l'heure où aujourd'hui, Krasucki et Edmond Maire « grognent », qu'André Bergeron « avertit », que comme on dit dans un éditorial de « Libération » : « Ça craque », oublions ce que malgré tout nous avons en nous : l'esprit de boutique syndicale. L'unité syndicale au sein de l'entreprise c'est un premier pas dans la prise de conscience que le syndicat c'est aussi les lieux de travail, pas seulement les permanents aveuglés par le syndicalisme gouvernemental.

J.-P. Germain

(1) Ils éditaient le « Réveil syndicaliste » et étaient à la C.G.T. (réunifiée avec la C.G.T.U. depuis 36). Les camarades de la C.G.T.-S.R. éditaient le « Combat syndicaliste » ; comparer leurs actions n'est pas le sujet de ce bref article.

(2) La C.F.T.C., fondée en 1919, représente la lutte de classes, verra sa base être partie prenante des occupations d'usines. La C.G.T.-S.R. lorsque cela était possible pratiquait l'unité sur la base de l'entreprise.



sentants au parlement, gouvernement et autres chambres c'est fondamentalement perpétuer l'idée que l'Etat est un instrument neutre qui peut-être « bon » pourvu que des mains sûres le tiennent fermement. S'en emparer, puis le détruire avait été l'un des crédos des bolcheviks de la Russie de 1917. De voir ce qu'il est ad-

salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Reprenant conscience de leur force, en masse, ils ont rejoint la C.G.T. Un moment débordé, le patronat s'est ressaisi. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière. La C.G.T.

CIVIL WARS

DE BOB WILSON

BOB Wilson nous a présenté, au théâtre de la ville, à Paris, une partie de son nouveau spectacle, opéra de douze heures qui, dans sa totalité, ouvrira les Jeux olympiques de Los-Angeles en 1984. En attendant, les villes de Rotterdam, Cologne, Tokyo, Stuttgart et Minneapolis accueillent l'une après l'autre les différents spectacles qui le composent. A Paris (et dans plusieurs villes de province), nous avons pu voir la deuxième scène de l'acte 1, pas moins de deux bonnes heures !

Je ne parlerai pas du mode de financement ni de la générosité quelque peu naïve de Bob Wilson à l'égard de la charte hypocritement fraternelle des Jeux olympiques, pour m'étendre sur le spectacle lui-même dans lequel ce fabuleux metteur en scène américain nous laisse entrevoir un théâtre à la fois magique et « intellectif », sur les frontières délicates des contraires, où la scène est (enfin !) la matrice même de la création théâtrale.

Le plateau s'impose par son extrême dénuement, un espace vide où se découpent deux éléments : une cabane et un mât sur lequel une perche actionnera un point minuscule. L'œil est d'emblée incité à fouiller, dans la solitude du regard, chaque élément du vide. L'image a déjà pris possession du spectateur. Il la désire. Le spectacle commence par un film, montrant une ville en ruine, projeté sur un écran transparent qui laisse apparaître deux personnages, deux faisceaux d'humanité suspendus au sein de ce que veut signifier le film : la guerre. Entrent ainsi, plusieurs systèmes de codification : une réalité hors-scène projetée sur l'écran, des personnages à priori sans rapport les uns avec les autres, et puis l'univers sonore, musique ou mots dits par les acteurs. Se forme une trame, une bande compacte d'images-sons ne révélant sur l'instant qu'un éclatement apparent. En effet, viennent s'insérer dans ce tissu des instants de vie, de faits idoïnes à chaque élément du jeu. Chaque personnage est identifiable non seulement par son costume mais aussi par sa langue, son accent, son rôle (extrêmement précis dans la construction de la scène elle-même), par sa condition sociale apparente mais intemporelle. Se retrouvent sur scène : un soldat, un ours, une géante, un nain, des paysans, des religieuses, des danseurs, des patineurs, tous n'appartenant pas à une même époque. Et chacun d'évoluer en dehors de tout « psychologisme ».

Un tel mélange participe d'un hétéronisme de l'instant où ce qui est perçu ne peut être totalement lu. Mais cette perception appelle à une conscience de la représentation, une conscience d'une intériorité vitale. En effet, il y a trop d'éléments pour que les signes puissent être déchiffrés

immédiatement. La causalité même des apparitions semble obscure. Le théâtre est ici dilatoire où chaque élément sera recomposé et fixé par récurrence dans le silence de notre propre réflexion. Apparaît soudain l'évidence linéaire du jeu scénique : une superposition d'actions, de dialogues, de mouvements, de déplacements, chacun sur un plan, une ligne particulière à chaque individualité ou groupe de personnages. De cet épithélium sonore et visuel, le spectateur organise sa propre perception de la représentation, forme ses propres codes, ses propres « paradigmes », selon son héritage subjectif se décalant vers un hors-soi. Car ce qui se passe sur scène semble né d'un monde objectivé à l'extrême, « atopique », hors-champ.

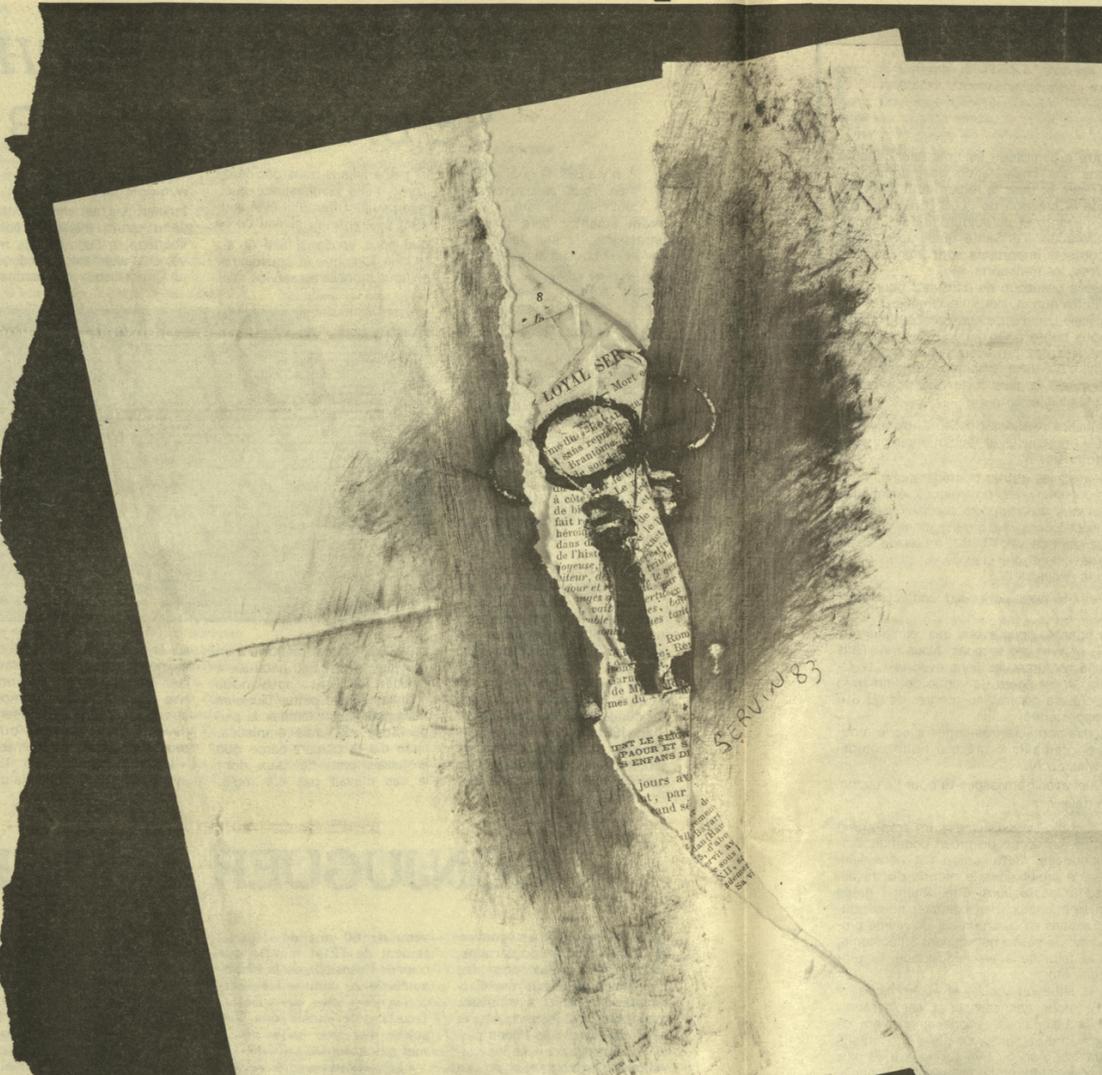
Chaque ligne possède son propre rythme, sa propre vitesse. Peu à peu, les mots, les images, vont se coordonner, laissant apparaître une réelle communauté façonnée par cette rumeur de désastre dont un personnage est le représentant direct.

Voilà que peut naître toute une mythologie fantasmagorique. Une mythologie objectivée laissant le spectateur libre de son regard. C'est que tout le spectacle participe d'un syncrétisme spécifique : la spatialisation des voix au moyen d'enceintes accoustiques qui répercuteront en tous endroits de la salle les mots, les phrases, pour dissocier le discours (ou plutôt le non-discours) de celui ou celle qui le prononce. Une manière de lier la présence de l'acteur et son absence dans les mots, d'activer un équilibre entre la valeur subjective de la présence et le détachement objectif de ce qui est dit. Syncrétisme aussi dans la lenteur (voire l'immobilité) de certaines lignes et la rapidité de certaines apparitions sur d'autres lignes.

La musique des mots en plusieurs langues liée toujours à la musique instrumentale et au discours gestuel semble subordonnée à une signification supérieure, un discours au-delà du langage commun, une sensation « intellectuelle » (encore un syncrétisme !) de la civilisation. La civilisation ici froissée par la guerre.

Ce qui marque aussi, c'est le refus d'emphase pour certains personnages : la géante, par exemple, qui appellerait une certaine démesure de jeu et, par contre, l'envolée de son contraire, le nain, apparaissant soudain géant dans le pays de l'haricot géant (mythologie enfantine). Par ailleurs, un personnage « décalé » dans son rôle réintégrera sa fonction « normale », à la toute fin du spectacle, comme pour montrer le caractère finalement et uniquement théâtral de ce qui a été joué : ce qui a été dit n'est que le fruit d'une réflexion au-delà d'une quelconque vérité dogmatique ou prophétique et qui ne souhaite aucune concrétion.

Ninh Le Quan



LES ARTISTES SONT-ILS DE FAUX JETONS ?

II n milieu où tout est feutré, étouffé, où l'on a peur du bruit des mots, des vrais mots, ceux qui disent quelque chose. n milieu où l'on ne dénoncera rien parce qu'on aura peur de se dénoncer. Un milieu où l'on ne vous critiquera pas, mais où l'on vous ignorera, vous noiera dans un océan de silence. Un milieu où si vous ne pouvez ou ne voulez être introduit, s'abattrà sur vous une chape de plomb.

Un milieu où l'on ne rend pas les coups, où l'on préférera, par des manœuvres sirupeuses, modifier les attitudes. Un milieu où l'on critiquera l'institution parce que c'est une attitude qui valorise mais où l'on s'introduira dans toutes les institutions pour ne pas manquer ce qui pourrait être important (les choses importantes ne sont que du vent comparées à l'histoire).

Un milieu où l'on s'étonne un jour qu'une espèce de clochard, du haut de sa grande gueule, appelle un chat... un chat, et avance plus vite que tout le monde tant il est vrai que quand on ose dire que le roi est nu, tout le monde se retrouve à poil, et que le seul qui reste habillé garde sa dignité même s'il est vêtu de loques.

Un milieu où il en reste quand même quelques uns qui conservent une apparence humaine et qui restent debout, laissant aux seuls animaux la faculté de se courber l'échine.

Servin

l'instantané d'un songe photographique

COMME un organe supplémentaire noir mat, à chaque déclenchement c'est un bruit doux et sec, une brève onde de plaisir, 1/125^e de seconde de plaisir ; et que ma main parcourt pour fermer le diaphragme et y gagner quelques instants supplémentaires de jouissance.

Il m'arrive parfois d'envier Nadar et ses temps de pose presque aussi long qu'une éternité, d'envier le caméraman pour lequel se succèdent ces instants dans un plan long de plusieurs minutes, de ne plus supporter la vue de l'autre qui étirent le boîtier dont les déclenchements par le moteur, qui allient au son sec une cadence infernale, sont autant d'appels pressants à l'acte sensoriellement photographique.

Cet œil que je possède dans la main n'est pas le produit du délire d'un poète dont le sang m'aurait submergé ; et que Cocteau s'en revienne encore une fois de sa mort, et que ne lui en déplaise, cet œil est le mien, son poète n'était qu'un voleur, sa vision n'était que le fruit des vapeurs de l'opium dont la fumée vient obstruer l'objectif empêchant que la lumière ne pénètre correctement et que la gélatine ne réceptionne l'image ; il me faudra donc faire violence, il me faudra pousser la pellicule pour que le flux lumineux soit suffisant, il me faudra la violer, et que m'importe le grain plus gros, l'image plus terne, son poète de salon aura péri, je reprendrai l'œil noir mat, les poètes et les artistes sont de « faux jetons » (1), nous nous sommes de vrais preneurs, les lignes dures ou douces, les gris clairs, les noirs profonds sont des plaisirs inscrits sur papier glacé.

Jean-Luc Luysen

(1) L'expression est empruntée à Servin et je m'empresse de la lui rendre puisqu'il en fait usage dans cette même page.



la GUERRE c'est la PAIX



l'ESCLAVAGE c'est la LIBERTE



l'IGNORANCE c'est la FORCE

1984
bonne année
en perspective
ORWELL / V.I.S.A.

L'UNION SYNDICALE ITALIENNE : ACTUALITÉ ET PERSPECTIVES

LA Fédération anarchiste française, toujours soucieuse du développement de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme dans le monde, est sensible au travail de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) et de ses sections. Les lecteurs du *Monde libertaire* ont déjà pu découvrir récemment l'activité et l'actualité de quelques unes d'entre-elles (Danemark, Espagne, Japon, etc.). Dans cet esprit, nous nous sommes intéressés à la section italienne de l'A.I.T. : l'Union syndicale italienne (U.S.I.) qui tenait son congrès de réactivation à Ancone du 8 au 11 décembre 1983.

Pendant ce congrès, Carlo Bianchi, le secrétaire général sortant de l'U.S.I. a accepté de répondre à nos questions. Nous espérons ne pas trahir sa pensée en traduisant les quelques réponses suivantes.

— **Fédération anarchiste française** : Nous savons que suite au Congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907, resté célèbre dans les annales du mouvement ouvrier, des Comités d'action directe qui ont regroupés jusqu'à 83 000 adhérents se sont formés en Italie. Mais c'est seulement en 1912 que le Congrès de Modena décida la création de l'U.S.I. avec ses 200 000 militants. Dès sa création et jusqu'à l'avènement du fascisme, plusieurs tentatives ont eu lieu pour détourner l'U.S.I. de sa trajectoire révolutionnaire et en faire une organisation réformiste. Il fallut attendre Armando Borghi comme secrétaire général et le premier numéro de *Guerra di classe* pour rénover l'organisation. Sous le fascisme, la répression fut atroce et conduisit à la disparition totale de l'U.S.I. qui a regroupé jusqu'à 500 000 adhérents.

Après la deuxième guerre mondiale, toutes les forces sociales et syndicales se sont unies sous la bannière de l'unité ouvrière. Mais cette unité vola très vite en éclat et une pression syndicaliste révolutionnaire conduisit à la constitution de Comités de coordination pour la reconstitution de l'U.S.I. et ces mêmes comités étaient toujours actifs en 1970. Mais depuis cette période, quel est le développement de l'U.S.I. ?

— **Carlo Bianchi** : Dans les années 70, le mouvement libertaire connaît une grave crise suite à l'assassinat de Pinelli et à l'emprisonnement de Valpreda et d'autres compagnons anarchistes. Tout en axant sa propagande sur une contre-information intense, le mouvement libertaire met en avant la recréation de l'U.S.I. comprise comme l'opposition au syndicalisme réformiste. Cette exigence s'affirme au XIII^e Congrès de la Fédération anarchiste italienne et une commission travaillera en collaboration avec d'autres ouvriers sur ce sujet. Très vite, deux tendances vont apparaître et en 78, un groupe reconstruira l'U.S.I. alors que les autres, en majeure partie des compagnons de la F.A.I. choisiront une pratique syndicale réelle à la base comme préalable à cette reconstruction (Comités d'action directe).

— **F.A.F.** : Et aujourd'hui ?

— **C. B.** : Toutes ces discussions qui durent depuis très longtemps ne sont toujours pas terminées. Mais l'U.S.I. pensait que travailler comme minorités révolutionnaires, c'était entretenir une certaine con-

fusion, qu'il fallait clarifier la situation et se démarquer du parti « anarchiste » italien (crypto-communiste, y compris dans ses méthodes qui voulaient utiliser les syndicats comme courroie de transmission... à l'usage du Parti communiste italien !).

Aujourd'hui je considère que la polémique est close et qu'il faut agir sur les problèmes du monde du travail. La propagande doit être faite pour organiser les travailleurs sur ces questions et la marche de ces deux organisations (U.S.I. et F.A.I.) doit être parallèle. Nous sommes disponibles pour parler du monde du travail.

Des invitations à notre congrès ont été adressées à la F.A.I. et à l'ensemble du mouvement libertaire avec lequel nous entretenons de bons rapports.

Il est bon de préciser que le moment est déterminant pour l'U.S.I. Après la décision de reconstruire l'U.S.I., l'activité syndicale n'a pas été à la hauteur des espérances et la nécessité de réactiver l'Union s'impose aujourd'hui.

— **F.A.F.** : Quels sont les secteurs où l'U.S.I. est la mieux représentée ?



Carlo Bianchi

— **C.B.** : Notre organisation est très faible encore mais nous avons une implantation géographique à Rome, Milan, Trieste et dans la région de la Marche. Il faut savoir que la création de l'U.S.I. reposait sur une dizaine de militants et qu'aujourd'hui des syndicats sont en formation. La Santé reste notre point fort mais des contacts importants sont pris dans les Postes, les services, les transports, etc.

Nous connaissons beaucoup de difficultés pour nous faire accepter. Entre autres, nous ne bénéficions pas de la liberté syndicale comme les autres confédérations. Nous devons nous battre pour pouvoir participer aux assemblées générales des travailleurs et aux conseils d'usine. Bien sûr, c'est dans le secteur hospitalier où notre implantation est la plus forte que nous exerçons la pression la plus importante.

— **F.A.F.** : Quelles relations l'U.S.I. entretient-elle avec les minorités anarchistes et révolutionnaires dans les syndicats réformistes ?

— **C.B.** : Si avec les autres confédérations, nous n'avons aucun contact, les polémiques étant trop grandes, nous avons des rapports cordiaux avec les compagnons investis dans ces organisations. En fait, ces militants attendent de voir l'U.S.I. à l'œuvre. C'est le « wait and see » (attendre et voir). Si l'U.S.I. fait ses preuves, on la rejoindra !

— **F.A.F.** : Peux-tu nous parler des contacts internationaux de l'U.S.I. ?

— **C.B.** : En priorité, nous avons des relations suivies avec l'A.I.T. et avec ses sections. Nous travaillons particulièrement à renforcer les liens avec la C.N.T.-A.I.T. espagnole. A cet égard, la venue de Fernando Montero, son secrétaire général, au congrès de l'U.S.I. est une bonne opportunité.

D'autre part, des contacts très larges avec le mouvement libertaire international grâce à notre compagnon Umberto Marzocchi.

— **F.A.F.** : Quel avenir envisages-tu pour l'anarcho-syndicalisme en Italie ?

— **C.B.** : L'anarcho-syndicalisme a un très grand avenir si l'union se réalise sur un projet commun syndicaliste révolutionnaire. Cette union est nécessaire pour développer ce projet dans le monde du travail. Une aide puissante devra aussi être obtenue grâce aux contacts internationaux. Par exemple, nous pouvons mener des actions en commun sur un même problème international. Je pense notamment à l'écologie, la question de la faim dans le Tiers-Monde, le problème de l'énergie, etc.

D'autre part, la situation sociale et économique en Italie favorise l'anarcho-syndicalisme. C'est la raison principale pour laquelle nous tenons aujourd'hui ce congrès de réactivation. Nous savons que le chômage ne peut pas régresser mais qu'il va augmenter de plus en plus. Nous dénonçons cette technologie avancée qui, dans la société capitaliste, est dangereuse et génératrice de chômage. Ainsi les travailleurs italiens montrent une hostilité croissante contre les syndicats réformistes qui n'apportent pas de réponses à tous ces problèmes et l'U.S.I. représente cette alternative à ces confédérations réformistes.

MOTION FINALE : L'ACTIVITÉ SYNDICALE

LES derniers contrats salariaux du 22 janvier 1983 ont renforcé les syndicats réformistes qui avaient négocié. La baisse du pouvoir d'achat en échange d'une faculté accrue de négociation politique. Cette baisse du pouvoir d'achat a été plus importante que prévue.

C'est ainsi que toutes les revendications pour lesquelles les travailleurs se sont battus ont été enterrées, principalement la réduction du temps de travail sans perte de salaire, la lutte contre les licenciements, rejet de la main mise de l'Etat sur la santé, etc.

L'U.S.I. constate que les moyens traditionnels de lutte sont rendus inutilisables. L'introduction de nouvelles techniques ont enlevé à l'ouvrier la con-

naissance complète de toutes les étapes de la production.

L'U.S.I. croit nécessaire d'œuvrer pour la réappropriation du savoir ouvrier et pour l'utilisation de formes de luttes abandonnées par les syndicats réformistes : grève du zèle, grève perlée, arrêt non prévu de la production, utilisation de différentes formes de désobéissance civile ; ceci pour relancer à travers les luttes ouvrières la solidarité des travailleurs, des chômeurs et des travailleurs à temps partiel.

L'U.S.I. revendique la restructuration à la base du monde du travail et propose des conseils d'entreprise et des délégués d'ateliers qui se forment avec leur propre représentativité syndicale et juridique

indépendante des structures syndicales (réformistes) d'entreprise.

L'U.S.I. se reconnaît comme organisation syndicale dans les revendications avancées par les structures de base du monde du travail non manipulées par les syndicats existants et veut construire une stratégie d'intervention qui doit être le patrimoine commun de toute la classe ouvrière.

L'U.S.I. doit expliquer son action pour les objectifs suivants :

- Réduction du temps du travail jusqu'aux 35 heures sans diminution du salaire jumelée à une amélioration des conditions de travail et à la création de nouveaux emplois.
- C'est aux salariés de négocier directement les accords salariaux en rapport avec l'inflation réelle et non pas à un

cadre législatif de régler cette question.

- Refus des déplacements autoritaires des salariés entre les entreprises — cette restructuration est nécessaire à la nouvelle organisation du capitalisme et contraire aux intérêts de la classe ouvrière — à moins que ces déplacements soient volontaires.
- Contrôle intégral sur les conditions de travail qui ne pourra se réaliser qu'avec l'élimination des facteurs de risque, la modification de la production, la réduction du temps de travail et l'attribution de primes de nocivité pour les risques qu'on ne peut éliminer.

Des rapports scientifiques devront être établis pour connaître les différentes causes de nocivité.

- Refus ferme du chômage technique, antichambre du licenciement, le patronat s'étant dégagé de ses charges financières payées ainsi par l'ensemble des cotisations des travailleurs.

- Réappropriation de toute la capacité de négociation en ce qui concerne le salaire minimal garanti. Cette question doit servir de base pour les revendications des unités productives et des contrats nationaux qui seront conclus par la suite.

L'U.S.I. s'oppose à toute tentative d'instaurer la cogestion et réaffirme la valeur de son travail autogestionnaire et se charge d'appuyer toute initiative allant dans ce sens.

COMMUNIQUÉ

LE Congrès de l'U.S.I. proteste contre les actions non motivées d'intimidation de la part de la police envers les congressistes. Les contrôles d'identités sont intervenus aux abords même du congrès et sans raison particulière. Une telle forme de pression que nous considérons comme irrationnelle n'est pas digne d'un pays qui se définit comme démocratique parce qu'elle s'adresse à un syndicat libre travaillant au grand jour et effectuant un travail dont il peut se vanter. Tout ceci se déroule au moment où toute l'Italie proteste contre les violences tant physiques que psychologiques exercées par les polices des régimes dictatoriaux polonais ou nord-américains.

La présidence du Congrès
Ancone, le 11 décembre 1983

U.S.I. : CONGRÈS NATIONAL DE RÉACTIVATION

CE congrès du 8 au 11 décembre à Ancone s'est déroulé dans une ambiance chaleureuse et sans polémiques inutiles. Signalons que ce congrès a été fort bien organisé et que l'accueil des délégués s'est fait dans de très bonnes conditions. Un numéro de « Lotta di classe » est sorti à cette occasion.

Une cinquantaine de délégués représentaient les différentes villes et régions où l'U.S.I. est implantée.

Des compagnons étaient présents comme observateurs. Il s'agit du secrétaire de l'A.I.T., du secrétaire général de la C.N.T. espagnole, de compagnons de la F.A.I. investis dans les Comités d'action directe, du secrétariat des relations internationales de la F.A.F., de la C.N.T. française et du journal anarchiste « L'Internazionale ».

Les dix points de l'ordre du jour se regroupaient en deux grands thèmes. Une analyse de la situation sociale et économique italienne précédait les questions sur l'activité syndicale et organisationnelle. Nous reproduisons en annexe des extraits adaptés des motions finales.

Disons le nettement, des motions très longues et très fouillées n'ont pas été portées à la connaissance de tous les congressistes. Leur lecture pas toujours inutile, a parfois restreint le temps consacré aux débats. Quant à nous, nous le regrettons, ces débats auraient permis des clarifications nécessaires.

Ce congrès étant le premier du genre, nous avons pu noter malgré tout la maturité des compagnons de l'U.S.I. qui évoluaient sur des questions qui avaient déjà été abordées par la F.A.I. et les Comités d'action directe, il y a quelques années.

Les motions rédigées par les commissions de synthèse reflètent réellement l'ensemble des positions exprimées lors des débats. Saluons le bon travail de ces commissions. Leurs textes ont été adoptés à l'unanimité et seuls quelques éclaircissements ont été nécessaires.

Une ombre à ce tableau toutefois. Les décisions ont été prises à l'unanimité des présents, de tous les présents, mandatés ou venus à titre individuel. Ce fait est certainement explicable par la relative petitesse de l'organisation.

Le but de ce congrès consistait à vouloir organiser les travailleurs italiens sur des bases syndicalistes en faisant abstraction de toute idéologie trop marquée.

Il s'agit bien de ne pas verser dans un sens « trop anarchiste ». Les compagnons de l'U.S.I. interprétant la tradition ouvrière italienne comme syndicaliste révolutionnaire et non pas comme anarcho-syndicaliste. Bien sûr, les anarchistes que nous sommes trouveront que cette orientation, pourtant plus proche de nos thèses que n'importe quelle autre, n'apporte pas de garanties suffisantes contre les risques de déviation réformiste ou « populiste » qui guettent une organisation syndicaliste révolutionnaire.

Souhaitons que l'U.S.I. se détermine à l'avenir de plus en plus sur des positions anarcho-syndicalistes. Cela dépendra en droite ligne des compagnons anarchistes qui sont investis au sein de l'U.S.I. Nous croyons que c'est à cette condition que la grande organisation des travailleurs italiens se développera.



R.F.A. : MISSILES, POUVOIR ET ARGENT

LE 22 novembre 1983, une résolution prise par le Bundestag approuvait par 286 voix contre 226 l'implantation d'euromissiles américains sur le sol allemand ainsi que la suspension des négociations de Genève. Les nombreuses manifestations et semaines antinucléaires n'ont guère influé sur cette décision. La contreverse sur les euromissiles, qui secoue encore la R.F.A., a fait dévoiler les jeux des différents partis en présence. Mais ces jeux, ne les connaissait-on pas ?

Missiles : la trilogie

Le chancelier Kohl avait déjà déclaré que si les négociations de Genève n'aboutissaient pas, il faudrait déployer les missiles : « Le déploiement sera un devoir amer, mais nous remplirons ce devoir. On peut se fier à notre parole, quoi qu'il se passe dans les rues d'Allemagne » confiait-il à l'hebdomadaire *Le Point*. Le chancelier ajoutait — solidarité d'intérêts oblige — être reconnaissant à F. Mitterrand de « défendre absolument la même position que la R.F.A. en matière de sécurité ». Dans ces milieux-là, on ne bluffe pas !

Ancien vaincu aux législatives, le S.P.D. a changé son fusil d'épaule. N'oublions pas que c'est en 1979, sous l'influence considérable d'Helmut Schmidt, que l'O.T.A.N. a pris cette double décision. Quatre ans après, les enjeux ne sont plus les mêmes. Il faut reconquérir l'électorat avec un cheval de bataille purement démagogique : les euro-

missiles. C'est ainsi que le S.P.D., lors de son congrès extraordinaire du 18 novembre 1983 a voté une motion concluant au rejet des Pershing II et des missiles Cruise. Son idée, c'est le « gel nucléaire » (tiens, tiens !). Ce refus marque surtout la victoire d'un homme, Willy Brandt, évincé du pouvoir pour une sombre affaire d'espionnage et qui, par opportunisme, reprend les rênes d'un parti en déroute.

Les « Verts » eux aussi à leur congrès de Duisbourg ont dit « non » aux euromissiles et ils ont en outre préconisé la sortie de la R.F.A. de l'O.T.A.N. Ils sont pour une Europe dénucléarisée (tiens, tiens !). Mais derrière ce front commun se cachent des difficultés substantielles. Les « Verts » sont un parti plein de contradictions dans le sens où ils représentent d'une part un mouvement assez hétéroclite dont le terrain d'action se situe justement hors des institutions, et d'autre part parce qu'ils doivent jouer le jeu parlementaire et faire la preuve, comme le disent certains, de leur « aptitude politique ». En outre, l'automne antimissile ne leur a guère été favorable puisqu'ils ont perdu le monopole de représentation du mouvement pour la paix au sein du Parlement, au profit du S.P.D. L'alliance avec le S.P.D. ne plait pas à tous les « Verts » et des querelles naissent dans les parlements régionaux. Bref, le bateau prend l'eau !

Le pouvoir et l'argent
Mais l'opinion publique ouest-

allemande se lasse de ces controverses sans fin. L'affaire Flick passionne bien davantage. Le ministre de l'Économie, le comte Lambsdorff, s'est vu retiré son immunité parlementaire et est inculpé pour corruption.

C'est une bien longue histoire : le holding Flick a toujours largement arrosé les partis au pouvoir depuis la République de Weimar. De la C.D.U. au S.P.D. en passant par la C.S.U. et le F.D.P., tous ont profité des largesses de Flick. L'enquête a duré deux ans. Le procès sera sans doute mouvementé.

Etrange coïncidence — ou pur hasard — le 1^{er} décembre 83 le Parlement s'appretait à voter la nouvelle loi sur le financement des partis politiques. Cette nouvelle loi entrera en vigueur au 1^{er} janvier 84 et comportera une clause rétroactive.

Jusqu'ici, l'État devait contribuer aux frais des campagnes électorales pour les partis ayant recueilli 0,5% des voix, à raison de 3,50 D.M. par votant (environ 10,50 F). Les députés ont décidé que les partis toucheraient 4,50 D.M. pour le scrutin du 6 mars dernier et qu'à l'avenir la contribution serait de 5 D.M. (15 F) par votant. Devinez qui paiera ? De plus, dans certaines limites, les contributions versées aux partis feront l'objet de déductions fiscales, puisque les partis s'attribuent le titre d'organismes d'intérêt public ! Ce qui nous laisse perplexes !

Martine
Liaison Bas-Rhin

UN CONTE DE DEVALDÈS : « JACQUES MISEREY »

LA semaine dernière, nous avons évoqué un Manuel Devaldès, auteur de brochures pacifiste et néo-malthusiennes. Aujourd'hui, est présentée une autre facette de cet écrivain libertaire : l'auteur de contes. Non des contes de Noël avec sorcières, fées et loups affamés mais des *Contes d'un rebelle*.

Le conte est un genre littéraire, traditionnellement, utilisé comme outil de propagande par les anarchistes. Citons pour mémoire les contes de l'anarchiste individualiste Han Ryner, ceux plus « collectivistes » des anarchistes espagnols (1). En effet, au détour d'un récit, l'écrivain introduit toujours « le mot qui fait image, le mot clef conduisant à l'idée et forçant le lecteur à la méditation », pour reprendre les propos fort justes du préfacier de la *Chair à canon* (2).

De ce recueil de divers textes de Devaldès, nous avons extrait le conte présenté ci-dessous Jacques Miserey, écrit en 1904.



(1) Certains sont regroupés sous le titre *Contes anarchistes espagnols*, 44 F, en vente à la librairie du Monde libertaire où d'ailleurs vous pouvez trouver les œuvres de Han Ryner.
(2) *La Chair à canon*, en vente à cette même librairie, 25 F.

LONGTEMPS, dans son bourg normand du Coudray, Jacques Miserey avait caressé le projet d'aller, comme tant d'autres, conquérir la Capitale. Bon garçon, mais un peu simple et médiocrement instruit, il pensait qu'arrivé dans la grande ville, il lui suffirait de se montrer travailleur, sobre et honnête pour devenir riche.

Son père venait de rejoindre au cimetière la mère morte l'an précédent. Rien ne le retenait plus à la terre natale. Le maire, M. Le Camus, lui remit quelques lettres de recommandations à l'adresse d'enfants du Coudray établis à Paris et à qui la fortune avait souri.

Vois-tu, mon gars, lui dit-il, tous ces hommes-là sont sortis de la terre et ils ont bien poussé. Ils te seront utiles par leurs conseils et l'exemple de leur vie. Ils ont bien travaillé et maintenant ils jouissent en paix du fruit légitime de leur labeur et de leurs privations : ce sont des capitalistes. Ton maître, M. Bourdon, a dû te le dire autrefois : le capital c'est le produit du travail, que l'homme laborieux et économe met en réserve pour le faire fructifier plus tard. Souviens-toi de ça, mon gars, travaille dur, économise, et tu deviendras, toi aussi, un capitaliste. Allons, bonne chance, mon petit Jacques...

Le « petit Jacques » avait une trentaine d'années, mais M. le Maire en avait soixante-dix !

À Paris, la première personne que Jacques Miserey songea à visiter fut Alphonse Ledos, propriétaire, disait-on, d'un vaste immeuble qu'il louait et des revenus duquel il vivait.

— C'est un des plus malins, pensait-il, en voilà un qui n'a pas tardé à amasser un capital important, mais aussi a-t-il dû travailler et se priver, le malheureux !...

Et il se fit conduire avenue de la Grande-Armée, où demeurait son compatriote.

— Bon sang ! si c'est-là sa maison, il doit être bougrement riche, se dit-il quand il fut arrivé.

Il fit passer la lettre de M. Le Camus et attendit une demi-heure qu'Alphonse daignât paraître.

— Eh bien, mon brave, dit celui-ci d'un ton protecteur, tu viens tenter la chance à Paris et tu voudrais connaître la manière de réussir ?

Jacques était intimidé par l'aspect somptueux de la pièce où il se trouvait, par l'élégance d'Alphonse et son air de condescendance.

— Oui c'est bien ça, dit-il enfin.

Et brusquement :

— Mais dis-moi, Alphonse, comment as-tu fait pour gagner tant d'argent, car il en faut pour posséder une aussi belle propriété ? Notre maire parle de toi comme d'un richard et il me semble qu'il a raison.

— Mon cher, répondit l'autre, flatté, ici je ne suis qu'un simple locataire, la maison que j'habite n'est pas à moi, celle dont je suis le propriétaire est située dans un quartier ouvrier, rue de Charonne. C'est une vraie caserne : j'y loge deux cents ménages. A deux cent cinquante francs en moyenne, vois ce que cela donne : cinquante mille à peine... et il y a les impôts...

— C'est tout de même un joli revenu !... Et comment es-tu devenu propriétaire ?

— Oh ! bien simplement ! J'ai hérité d'un oncle, un frère de ma mère que je croyais mort depuis longtemps, et son magot, fort respectable, est tombé à propos, je te l'assure, car je m'ennuyais diablement dans ma pe-

tite place à deux mille francs... de quoi crever de faim ! Ensuite, j'ai rencontré dans le monde Mlle Toupense, la fille du grand négociant en comestibles, et je l'ai épousée avec cinq cent mille de dot... et des « espérances »...

En s'en allant, Jacques se disait :

— Celui-là est riche et n'a pour ainsi dire jamais travaillé. C'est une exception, évidemment, aussi n'ai-je rien à apprendre de lui. J'irai voir Simon Leloir : on dit qu'il s'est enrichi dans la fabrication des meubles...

Simon Leloir occupait à Auteuil une charmante villa perdue dans un fouillis de verdure. Il reçut Jacques avec bonne humeur.

— Sais-tu, lui dit celui-ci, qu'on te dit millionnaire, au Coudray ?

— C'est vrai, je le suis même... plusieurs fois.

— Ah ! Mais comment es-tu arrivé à cette situation ?

— Cela t'intéresse, dit Simon en riant, viens donc avec moi au faubourg, tu verras mon usine et mes magasins.

Jacques visita au faubourg Antoine les ateliers de la maison Simon Leloir, où, dans le tumulte des machines, les menuisiers et les ébénistes sciaient, découpaient, clouaient, sculptaient ; les tapissiers disposaient avec art des étoffes ; les dessinateurs préparaient des modèles nouveaux. Tous s'inclinaient devant le grand patron qui passait, examinait d'un air détaché et donnait parfois un ordre au directeur de la fabrique.

— Et toi, dit Jacques naïvement, que fais-tu ici ?

— Moi ? Mais tu le vois, je commande...

— Mais tu as sans doute travaillé aux meubles... autrefois ?

— Ma foi, mon cher ami, je crois que je n'ai de ma vie touché un seul outil !

— Alors, comment as-tu eu le capital nécessaire à une entreprise de cette importance ? Cela représente une somme énorme de travail, ce capital-là.

— Mon capital ? C'est simple. Quand je suis venu à Paris je n'avais pas le sou. J'étais comptable à cent trente francs par mois lorsque je fis la connaissance du père Livron, mon prédécesseur et beau-père. Il me jugea intelligent, débrouillard, bien doué pour les affaires

enfin et me confia la direction de son commerce, alors peu important. Ah ! ce que j'ai fait marcher ça moi... J'ai rogné sur les salaires des ouvriers qu'il payait trop bien, sur le prix des marchandises qu'il achetait de trop bonne qualité ; j'ai employé des « petites mains » qui me faisaient autant de travail que des ouvriers et que je payais moins ; j'ai réduit le personnel en introduisant dans l'usine la machine à outrance. Le bonhomme a été si content de moi qu'il m'a donné la main de sa fille !

Enfin, quand il est mort, je suis devenu propriétaire du fonds. Et maintenant, ça marche, ça marche...

Jacques, en écoutant, pensait :

— Je ne vois pas dans quel travail celui-là a gagné son capital. Le père Le Camus et M. Bourdon se tromperaient-ils ? Il est vrai que s'il ne l'a pas trouvé dans son propre travail, il l'a puisé dans celui des autres...

Jacques Miserey commençait à comprendre.

— Si j'allais chez Lever, j'en apprendrais peut-être plus long, se dit-il, un autre jour.

Car il avait des loisirs. Il avait beau chercher du travail, il n'en trouvait pas. Honoré Lever demeurait en plein quartier des affaires, boulevard Montmartre. Quand il eut pris connaissance de la lettre qui lui recomman-

dait son visiteur, Lever dit en souriant :

— Ton histoire est amusante, mon garçon. D'après ce que me dit le père Le Camus, tu viens à Paris pour y faire fortune. Mais où sont tes capitaux ?

— Mes capitaux, les voilà, dit Jacques, relevant les manches de sa veste et montrant deux beaux bras bien musclés.

Lever, d'abord ahuri, partit d'un grand éclat de rire.

— Dis donc, Jacques, es-tu devenu fou ou te moques-tu de moi ? Qu'entends-tu par là ?

— Mais est-ce que le capital n'est pas le produit du travail, comme le disent chez nous le maire et le maître d'école ? N'est-ce pas par le travail qu'on devient capitaliste ?...

— Décidément, ton histoire est bien bonne ! Mais ils sont fous, fous à lier, ton maire et ton instituteur, quand ils racontent des balourdises semblables. Où as-tu jamais vu un ouvrier devenir capitaliste par son travail et par l'économie ? J'entends : un véritable capitaliste, celui qui vit des revenus de son capital ? Par l'héritage, par le mariage, par le jeu et ensuite par l'exploitation du travail des producteurs et des besoins des consommateurs, oui, — mais par son travail personnel, jamais. Ai-je travaillé, moi ? Je suis né avec de petites rentes et comme mes goûts en demandaient davantage, je m'en suis fait d'autres, mais pas en travaillant. Le travail c'est bon pour les pauvres et les imbéciles. Les malins font autre chose... comme moi, par exemple.

— Que fais-tu ?

— J'agioté.

— Hein ?

— C'est vrai, tu arrives de ton village ! Hé bien, je joue à la Bourse sur les valeurs... la hausse et la baisse... Ainsi, l'autre jour, je voulais réaliser une certaine somme d'argent, j'ai vendu mes « Mines d'or » ; elles étaient à une forte hausse et je les avais achetées au plus bas cours, pendant la guerre du Transvaal. C'est un beau coup : cinquante mille gagnés sans rien faire d'autre que de suivre les cours de la Bourse... Pendant ce temps, il y a de pauvres bougres de mineurs qui travaillent, au fond de l'Afrique, à extraire de l'or, encore de l'or, toujours de l'or pour nous autres, les capitalistes. Les vrais capitalistes, qui avons eu notre capital et en mangeons le revenu sans avoir jamais travaillé...

Il y eut un moment de silence, après quoi Lever dit à Jacques en se levant :

— Ah ! tu me demandes des conseils ? Je t'en donnerai, moi, et si ça te plaît, tu seras mon élève... (...)

Jacques ne revit aucun de ces trois hommes qui « jouissaient en paix du fruit légitime de leur labeur et de leurs privations ». Il les haïssait comme ses ennemis personnels, car il avait conscience qu'il était le volé de ces voleurs.

Il travailla durement pendant quelques mois comme homme de peine dans de grandes usines où l'expérience confirma les propos du cynique Lever. Les périodes de chômage engluèrent ses pauvres économies.

Un jour, il s'en retourna sans le sou, le dégoût mais aussi la révolte au cœur, à la terre du Coudray. Il apprend maintenant à ses camarades, les travailleurs des champs, qu'il a réuni en syndicat, ce que le maire et l'instituteur ne leur ont jamais enseigné : que le capital est bien produit par le travail, mais que dans les mains du capitaliste il représente le labeur d'autrui...

PROCÈS N.R.J. CONTRE RADIO LIBERTAIRE AUDIENCE DU 15/12/83

ENFIN toutes les parties nécessaires à l'audience (ou presque) étaient présentes dans le bureau du juge Beauvois au palais de justice de Paris : Radio N.R.J., Radio-Montmartre, Radio « La voix du lézard », Radio-Libertaire, la Haute Autorité et T.D.F.

Chaque partie a pu longuement et clairement s'exprimer, et les « autorités » publiques présentes (la H.A.C.A. et T.D.F.) ont tout fait pour démontrer qu'elles ne portaient aucune responsabilité dans cette affaire ! Leur inconscience, ou leur fuite, atteignait un tel niveau que le juge a cru nécessaire de leur rappeler le rôle qui leur est imparti de par la loi !

Au cours de son exposé, le responsable de la H.A.C.A. (Haute Autorité de la communication audiovisuelle) a prouvé une fois de plus son impuissance en annonçant que, au lieu de résoudre rationnellement les problèmes, elle préparait une nouvelle phase de répression. En effet, Michèle Cotta va envoyer une lettre de retrait d'autorisation aux stations qui



sont dans les conditions suivantes :

- font appel à la publicité ;
- n'émettent pas sur la fréquence officielle ;
- ont une puissance trop forte ;
- n'ont pas réalisé le regroupement prévu.

Si une telle menace est mise à exécution, il ne va pas rester grand monde sur la bande F.M. ! Les mêmes personnages ont reconnu publiquement qu'ils avaient incité N.R.J. à intenter un procès à R.-L., pour qu'à notre tour nous attaquions en justice « La voix du lézard », radio qui occupe actuellement la fréquence 103,9 MHz. Nous laisserons nos lecteurs juges de la qualité de tels procédés.

Enfin, « La voix du lézard » a maintenu sa position et attaque la H.A.C.A. devant le Conseil d'Etat.

Fort de tous ces éléments, le juge a décidé de rendre son jugement à huitaine, c'est-à-dire le jeudi 22 décembre 1983. Le suspense continuera !

Quelque soit le jugement rendu, le combat pour la liberté d'expression des anarchistes continuera !

Secrétariat
de Radio-Libertaire

INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 22 décembre :
« La vie d'artiste » (16 h) : Olga Forest, Théophile et Gilles Elbaz.
« L'invité quotidien » (20 h) : « Le Fou parle » invite un peintre et un écrivain.
« Chic ou choc » (22 h) : « Le Monde libertaire ».

• Vendredi 23 décembre :
« De bouche à oreilles » (16 h) : Maurice Fanon et un coureur cycliste ayant participé au Tour de France.
« Radio Esperanto » (19 h)
« L'invité quotidien » (20 h) : Serge Matei parle de la guerre d'Algérie.

• Samedi 24 décembre :
« U'Kamau » (20 h 30) : émission sur les indiens des Amériques.

• Dimanche 24 décembre :
« Ici Dieu, à vous... Bethléem » (10 h) : Fêtes des dindes ?... Faites les dindes !
« Hyper-man » (13 h) : Hyper-man se déguise en Père Noël !
« Grand Angle » (17 h) : l'actualité du film.

• Lundi 26 décembre :
« Le Sac à malices » (14 h) : Michel Auvray auteur de « Objecteurs, déserteurs, insoumis ».
« Voix libres » (15 h) : « Le journal intime de Sally Mara » de Raymond Queneau, interprété par Stéphanie Loïk.

• Mardi 27 décembre :
« La Mémoire sociale » (10 h) : les anars retrouvent la mémoire.
« L'invité quotidien » (20 h) : « Les éditions Arcantère » (édit. « beurs »)
« Mot pour mot » (22 h)

• Mercredi 28 décembre :
« Le bal des affreux » (10 h 30) : actualité de la chanson française.
« Radio Esperanto » (14 h)
« A bâtons rompus » (15 h) : en direct de la crèche !
« Tam-Tam » (18 h) : actualité antimilitariste.
« Allo, maman bobo » (19 h)

« MOT POUR MOT »

Il existe une revue de littérature — et il faut que cela se sache — qui n'est pas la vitrine des grands éditeurs. En effet, la vocation de « Mot pour mot » n'est pas la « critique littéraire », c'est-à-dire essentiellement la fabrication des best-sellers. On n'y trouve pas le hit parade du livre, ni non plus des interviews de vedettes, « Mot pour mot » laisse cela à d'autres. Il s'agit plutôt d'une revue d'information littéraire, destinée à faire connaître ceux « qu'oublient » les grands médias. Ainsi, chaque numéro comporte un dossier sur des littératures peu connues ou très partiellement connues. On a pu lire dernièrement un dossier (paru en deux parties) sur les littératures haïtiennes, dossier tout à fait passionnant, pour autant que puissent l'être des écrits terriblement autobiographiques, témoignant des diverses manières de vivre la dictature en Haïti ou bien de divers types de confrontation de cultures que sont les vécus de l'exil. Présentation, analyse, nombreux poèmes et extraits de romans inédits : tout se déroule dans ce dossier où rien n'est critique, ce qui en rend la lecture d'autant plus intéressante.

Connaissez-vous Marie Chauvet, Pierre Clitandre, Jacques Rey-Charlier, Anthony Phelps ? Il est bien difficile aujourd'hui de connaître en France d'autres écrivains haïtiens que ceux qui y sont exilés (1).

Quoi d'autre dans « Mot pour mot » ? La malheureuse rubrique « voix écrasées » qui remplit encore trois pages dans le dernier numéro, car c'est la chronique de la censure à travers le monde : Angola, Chili, Guatemala, Turquie, Chine, Union soviétique, Tchécoslovaquie... Lorsque la liberté d'expression est bafouée, les écrivains font partie du lot d'arrestations, emprisonnements, voire tortures.

On peut aussi trouver des notes de lecture dans « Mot pour mot », mais pour des livres dont on ne parle pas ailleurs, édités pour la plupart par des « petits éditeurs ». Que ce soit clair, l'intérêt de « Mot pour mot » n'est pas sa marginalité, c'est son contenu.

Le Furet

(1) Comme Jean-Claude Charles ou Jean Métellus. Citons également Jacques-Stephen Alexis, réédité par Gallimard dans « L'Imaginaire ».

« NICE : LA BAIE DES REQUINS »

Par M. Franca et J. Crozier

A U commencement était le tourisme. Nice lui doit tout. Au XVIII^e siècle, ce petit port du royaume de Sardaigne est le lieu de villégiature favori des aristocrates anglais. Peu à peu Nice va devenir synonyme de plaisir, de douceur et de rêves pour les têtes couronnées d'Europe. L'apparition des congés payés et le développement de la société de consommation vont donner au tourisme une notion de masse. Cet engouement pour la Côte-d'Azur va pourtant endormir cette cité sur ses lauriers. La dégradation des structures d'accueil, l'envol des milliardaires aux capitaux volants vers Monaco ou Cannes vont pousser les responsables de la ville à modifier leurs appétits financiers.

Aujourd'hui, Nice reflète tous les avatars d'une société de consommation dont les lendemains ont fini par déchanter. Michel Franca, collaborateur au Matin de Paris, et Crozier, journaliste communiste, vont donc refaire le portrait de la ville gouvernée depuis 1927 par la famille, ou plutôt le « clan » Médecin. En effet, Jean Médecin, né en 1890, avocat au barreau de Nice, va peu à peu gravir les échelons du pouvoir municipal, en caressant dans le sens du poil les principaux entrepreneurs et hôteliers. Il élargira son pouvoir : député, conseiller régional, en collaborant dès 1934 avec l'extrême-

droite et plus particulièrement avec Jacques Doriot. Ce monarque à la sauce... niçoise avalera tout pendant son règne et il n'hésitera pas à prendre ouvertement position pour l'Algérie française ; « réalisme » qui s'avéra payant avec l'arrivée massive dans la ville des rapatriés !

Le 11 février 1966, c'est l'un de ses trois fils, Jacques, l'avocat, qui va poursuivre la dynastie. Il aidera le sieur Bavasto à diriger fermement le quotidien de la région, Nice-Matin, ramassis de faits divers et de compte rendus sans intérêt, qui offre chaque jour un résumé de l'idéologie du maire. Il saura naviguer sur l'échiquier politique national en devenant responsable national du Tourisme sous Giscard et en favorisant la candidature chiraquienne au printemps 1981.

Enfin, il continuera le système de la « Camorra ». La tête, c'est le maire ; le corps, immergé dans la ville, ses circuits économiques, ses salons, ses bureaux, le réseau de relations ou de complicités. Ainsi, les partis et les courants idéologiques nationaux sont tenus à l'écart. Mais ce bonhomme, moins habile que son ancêtre réussira quelques gaffes qui lui coûteront assez cher, ses débauches financières, ses fastes et ses frasques finiront même par indisposer ses plus fidèles sujets.

Mais Jacques Médecin saura

s'entourer de nouveaux collaborateurs venus, pour la plupart, des milieux fascistes universitaires. Ce renouveau de personnel lui amènera à côtoyer de sacrés lascars dont Spaggiari, et surtout à faire descendre dans la rue près de 20 000 personnes à l'appel du S.N.P.M.I., des syndicats de bijoutiers, dentistes, médecins ; de l'U.N.A.P.E.L. et du Front national, il y a un peu plus d'un mois.

L'arrivée d'un gouvernement socialiste et communiste a semblé-t-il redonné un peu de soufflé à ce « dictateur » qui froissait à chaque échéance électorale la perte de ses privilèges.

Dans Nice : la baie des requins (1), Michel Franca et Jean Crozier s'arrêtent en juillet 1981 et démontrent efficacement, page par page, que la pyramide du pouvoir « Médecin » est largement gangrénée à la base, en fournissant à loisir des informations explosives sur l'ensemble de la gestion des bien niçois. Un livre à parcourir, aujourd'hui encore, au moment où l'extrême-droite pointe son nez un peu partout, il est instructif de savoir comment elle dirige la cinquième ville de France.

Max
Gr. de Nice

(1) Nice : la baie des requins, de Michel Franca et Jean Crozier, Albin Moreau éditeur, en vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F.



L'ANARCHO-SYNDICALISME AUJOURD'HUI

C'EST entendu, les anarchistes qui ont choisi de militer dans les syndicats ont des principes, une théorie, des méthodes d'actions paupérisés par l'histoire. Les anarcho-syndicalistes veulent une société sans classes, une économie égalitaire, une structure fédérative qui lie à la fois les communes libertaires, les syndicats autogestionnaires, et les structures de coordination qu'imposent toute société en évolution. Incontestablement, l'anarcho-syndicalisme est le courant le plus pratique dont se réclame l'anarchie même si il en est d'autres qui nourrissent plus l'esprit et qui flattent mieux ce sentiment d'autonomie qui existe chez chacun d'entre nous et que l'anarchie prétend non seulement préserver, mais développer !

En France, l'anarcho-syndicalisme se trouve de nos jours devant une situation syndicale « donnée » qu'il n'a pas voulu, ni pu empêcher malgré deux tentatives — la C.G.T.-S.R. et la C.N.T. — qui après des débuts prometteurs, ont fondu comme neige au soleil. Le syndicalisme originel, celui de Pelloutier, d'Yvetot et de Pouget s'est dévoyé et, avant d'éclater en plusieurs centrales rivales et impulsées plus ou moins par des idéologies spirituelles ou politiques, il a pratiquement éliminé son contenu révolutionnaire de son sein au profit du réformisme, même lorsqu'il en garde quelques structures et quelques textes sacrés comme la Charte d'Amiens et qui bien que savamment édulcorés, servent de panneaux publicitaires.

Les anarchistes qui participent à l'action syndicale se retrouvent dans des centrales syndicales réformistes détournées de leur véritable objectif. Pourquoi ? D'abord pour rétablir l'équilibre entre les deux courants traditionnels du syndicalisme, le courant réformiste, le courant révolutionnaire. Le courant réformiste, le vrai, appartient à la tradition syndicale qui consiste à améliorer les conditions d'existence des travailleurs sans se soucier de leur répercussion sur l'économie capitaliste. Lorsque le syndicalisme fait dépendre les revendications des possibilités du système économique, il ne représente plus un courant réformiste mais un courant politique complémentaire au système en place dont il devient le régulateur. Le réformisme, le vrai, est un élément essentiel du syndicalisme, y compris de l'anarcho-syndicalisme, car, non seulement il défend les intérêts immédiats des travailleurs, mais il fait la preuve de l'incapacité du système capitaliste et de son agent la bureaucratie politique à donner satisfaction au peuple ! Il justifie ainsi le courant révolutionnaire du syndicalisme, c'est-à-dire l'anarcho-syndicalisme.

En ce sens, lorsque nous réclamons de l'augmentation à notre patron, nous sommes tous des réformistes ; lorsque nous faisons dépendre notre revendication de l'état de santé du système, nous sommes tous des syndicalistes politiques et, lorsque nous exigeons un changement de l'économie capitaliste pour rendre notre revendication possible, nous sommes tous des syndicalistes révolutionnaires !

Mais, il existe une autre raison de la présence des anarchistes dans les syndicats. Elle permet d'affirmer la pérennité de l'anarchie, sa vocation sociale, autogestionnaire, égalitaire. Naturellement, cette vocation peut s'affirmer autre part, dans un milieu différent, mais, pour un syndicaliste, c'est dans l'entreprise que l'idée d'une économie libertaire possible doit se répandre, car l'économie reste le moteur de n'importe quelle

société, fut-elle une société anarchiste ! Encore faut-il que les anarcho-syndicalistes qui propagent la pensée libertaire dans les syndicats ne se fondent pas au sein d'un appareil syndical utilitaire, danger toujours possible même s'il n'est pas certain. Dans ces conditions, la présence des anarchistes permet de maintenir la pensée anarcho-syndicaliste la tête au-dessus de ce vaste bouillon de culture qu'est la société de classes. La présence des anarchistes permet de présenter le militant libertaire autrement que comme un homme sympathique, estimable, un doux rêveur incapable de saisir les réalités de la vie quotidienne — image douce-reuse, la pire des images que l'on peut donner de nous !

La présence des anarchistes dans les syndicats réformistes présente des dangers, nous disent certains ! C'est vrai ! Toute solution qui sort des habitudes, tout choix présente des dangers, dont celui de se tromper, ou celui de céder aux délices du milieu. Pour les âmes inquiètes, pour les esprits craintifs, tout mouvement provoque l'effroi, alors que le conservatisme qui consiste à réciter des litanies aux grands ancêtres donne bonne conscience, sinon de bons résultats. Les dangers qui guettent les anarchistes dans les organisations syndicales réformistes ne sont pas pires que les querelles dans les organisations syndicales confidentielles où l'on se bat les flancs à une douzaine de militants dans une salle vide. Ces dangers qui guettent le militant libertaire dans le syndicat sont de deux sortes : l'intégration à l'appareil et les alliances douteuses pour se maintenir en place.

Ne nous voilons pas la face ! Ne nous gargarisons pas de « la base ». Même si c'est regrettable, c'est seulement à partir de la responsabilité syndicale que les deux objectifs que j'énonçais plus haut (1) peuvent être atteints. Naturellement, nous rêvons d'une participation totale des travailleurs à l'orientation des syndicats dans l'entreprise... Mais pour l'instant, dans une situation « donnée », il faut faire avec ! Pour être écouté des salariés, encore faut-il pouvoir les rassembler et, jusqu'à ce jour, on n'a rien trouvé de mieux que les syndicats pour lier entre elles les principales revendications des travailleurs. L'expérience nous a appris qu'en dehors des réunions syndicales, d'ailleurs diversement suivies, les regroupements dans l'entreprise, en dehors des périodes de crises, ne sont qu'une vue de l'esprit !

Les dangers de l'intégration aux tendances qui imprègnent l'organisation syndicale réformiste à laquelle on adhère sont réels ! Nous en avons d'illustres exemples sur lesquels on fait un pieux silence, ceux de Pouget, d'Yvetot, de Griffuelhes, pour ne pas parler de nos contemporains. Aujourd'hui, le danger s'est encore précisé, car on fait carrière dans l'organisation syndicale et lorsqu'on a quitté son travail depuis des années, il est bien difficile, pour faire preuve de son indépendance, de retourner à l'usine ! Sans parler des habitudes, des amitiés, de la lassitude — après des années d'opposition — face aux résultats incertains quant à la transformation de l'organisation syndicale ou plutôt à son retour aux sources. Certains résistent, mais cela exige une force de caractère et la certitude que, plus que la transformation de l'organisation syndicale (qui dépend de la conjoncture économique et politique du pays), c'est la présence exemplaire des militants libertaires et leur comportement qui, en cas de crise, peut

ramener le syndicalisme sur ses positions révolutionnaires originelles !

Enfin, j'ai parlé des alliances qui peuvent se nouer entre les divers courants minoritaires de l'organisation syndicale. Ces alliances sont inévitables. J'en ai moi-même conclues au cours de ma carrière syndicale. Elles peuvent être utiles lorsqu'elles permettent de dégager une plate-forme pour un syndicalisme de caractère nettement révolutionnaire, elles sont néfastes lorsqu'elles prennent un caractère purement électoral : c'est-à-dire que, lorsqu'après avoir obtenu le déplacement de quelques virgules dans une motion électorale, elles se fondent dans un consensus général. Les anarchistes n'ont d'utilité dans les syndicats réformistes que dans la mesure où ils se distinguent nettement des autres courants et qu'ils refusent de se noyer non seulement dans le courant réformiste, mais encore parmi les courants politiques minoritaires de toute sorte pour lesquels, doctrinairement, le syndicalisme n'est rien d'autre qu'une courroie de transmission. Et pour éviter ce danger, une seule méthode est efficace ; celle qui consiste à nouer les alliances indispensables au coup par coup, sans engager l'avenir et à refuser d'engager l'anarcho-syndicalisme jusqu'à le confondre avec les minorités composites dans lesquelles il disparaît.

Les anarchistes, éparpillés dans les diverses organisations syndicales, ont mieux à faire que de se jeter leur Confédération à la tête au cours de discussions qui ne mènent à rien, car l'appartenance à une centrale syndicale quelconque crée des amitiés, des habitudes, un réflexe de défense inévitable et humain qui détourne l'anarcho-syndicalisme de son but (qui est le retour à un syndicalisme de lutte de classes dans lequel le réformisme journalier et la perspective révolutionnaire sont équilibrés par la pensée libertaire). Pour cela, il faut créer un lien entre les anarchistes, quelques soient les organisations auxquelles ils adhèrent, et ce lien doit harmoniser les efforts de chacun, sans patriotisme syndical excessif.

On a souvent crié contre la responsabilité syndicale appointée. Dans l'état actuel des syndicats, elle est indispensable. Encore faut-il, lorsque les anarchistes appartiennent à l'appareil, que l'on discerne nettement leur caractère libertaire. C'est possible, car le vieux syndicalisme français, celui de la Charte d'Amiens, la vraie, fait la part égale entre le syndicalisme de tous les jours, le syndicalisme quotidien qui est un syndicalisme de bon aloi lorsqu'il écarte l'ingérence politique — en un mot, le syndicalisme réformiste (que certain rejettent même s'ils le pratiquent tous les jours) — et le syndicalisme révolutionnaire (qui dépasse la revendication pour aller à l'essentiel, c'est-à-dire la structure économique de la société).

Et je pense, devant le dégoût provoqué par les partis de gauche (y compris ceux d'extrême-gauche qui tortillent des fesses, pour faire aussi bien que les grands), l'anarcho-syndicalisme a sa chance à condition de rester lui-même !

Maurice Joyeux

(1) Affirmer d'une part la vocation sociale, autogestionnaire et égalitaire de l'anarchisme ; et de l'autre, défendre les intérêts des travailleurs et montrer la justesse du projet anarchiste.